

**Discours du Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires Etrangères  
Didier Reynders**

**en clôture du Séminaire de haut niveau organisé par l'AWEPA sur la  
paix, la sécurité et le développement durable**

**9 octobre 2015**

Madame la Présidente de l'AWEPA,

Honorables Ministres, députés,

distingués invités,

Permettez-moi de vous remercier pour l'occasion qui m'est donnée de conclure ce séminaire.

La présence ici, dans les locaux du Sénat belge, de nombreux députés africains et européens et de personnalités fortement impliquées dans les relations entre nos deux continents témoigne des **liens étroits qui existent entre notre pays et l'Afrique**. Pour la Belgique, l'Afrique mérite notre intérêt de par son histoire, son potentiel, ses enjeux et surtout ses forces vives. Si les destins de nos continents sont liés, c'est avant tout une opportunité de nous enrichir mutuellement et d'avancer ensemble. Notre pays accorde ainsi une place prioritaire et quasi exclusive à l'Afrique dans sa coopération au développement et notre diplomatie continue à maintenir ce continent, en particulier l'Afrique Centrale à l'agenda international, même quand d'autres crises, ailleurs dans le monde, monopolisent l'attention des médias.

Je suis également heureux de pouvoir m'adresser à vous en conclusion d'un séminaire organisé par **l'AWEPA, une organisation que la Belgique soutient fortement** en vue du renforcement des compétences parlementaires en Afrique, du dialogue entre nos deux continents et de la prévention des conflits. Je salue le rôle joué par de parlementaires et anciens parlementaires belges qui s'investissent pleinement pour cette cause, dont Madame la Présidente de l'AWEPA, Miet Smet.

Le réseau parlementaire et extra-parlementaire constitué par l'AWEPA est en effet impressionnant. Il a permis de faciliter les contacts entre pays africains, y compris dans des périodes difficiles. Un exemple parmi tant d'autres : durant la crise du M23 à l'Est de la République Démocratique du Congo, des forums parlementaires soutenus par l'AWEPA ont permis de renouer des contacts entre des députés rwandais et congolais.

L'action de l'AWEPA souligne également l'importance de la démocratie parlementaire en Afrique. Pour la Belgique il **ne peut y avoir de développement sans stabilité et de stabilité sans démocratie**. Les événements récents au Burundi démontrent que lorsque les règles du jeu ne sont pas respectées, cela peut déstabiliser tout un pays et embraser une région. L'Etat de droit et le respect des droits de l'homme sont dès lors un pilier de tout développement. Les parlements nationaux jouent un rôle clé dans ce contexte.

La **prévention de la radicalisation et de l'extrémisme** qui fait l'objet du présent séminaire, est une question qui nous préoccupe directement. Vous avez eu l'occasion au cours de ce séminaire de vous pencher sur les causes profondes de l'extrémisme et de ses conséquences. Vous avez, et c'est encore plus important, examiné ce que les parlements pouvaient faire pour contribuer à la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme, en particulier dans un contexte euro-africain.

Bien sûr, chaque Etat doit protéger ses citoyens par des mesures de sécurité et de surveillance adéquates et un dispositif législatif robuste. Cependant, je suis convaincu qu'une gestion durable du phénomène par la dé-radicalisation et la lutte contre l'extrémisme violent repose en premier lieu sur la **prévention**. Notre expérience nous a appris que le travail principal doit se faire au niveau des municipalités et au sein des communautés et des familles. En Belgique, des échanges de bonnes pratiques ont lieu régulièrement entre les villes les plus concernées. Afin de promouvoir la tolérance, l'éducation a aussi un rôle clé à jouer. La citoyenneté et la diversité doivent être pleinement prises en compte dans

les programmes scolaires et dans les politiques encadrant le travail et les loisirs.

Dans la lutte contre l'extrémisme, nous ne pouvons pas perdre de vue **nos propres valeurs**. Celui qui bafoue les droits d'une personne, prend le risque de créer des frustrations, qui seront une nouvelle source potentielle de radicalisation. L'Etat de droit et le respect des droits humains doivent donc former un rempart contre toutes les formes d'obscurantisme.

**En Afrique**, l'actualité nous envoie des images effarantes de cruauté: des enfants commettent des attentats-suicides, des villages entiers sont rasés, et tous leurs habitants tués; des otages sont exécutés de façon atroce. A la source de ces cruautés, l'on retrouve un extrémisme qui a également conduit à des violences extrêmes sur notre continent.

L'extrémisme est comparable au **jatropha**, cet arbuste que l'on trouve également en Afrique et dont les fruits sont toxiques. Si on veut l'éliminer, on ne peut pas simplement le raser, il faut en traiter les racines. Mais si on s'en sert correctement, on peut l'utiliser comme bio-carburant ou encore comme antiseptique. Il en va de même pour l'extrémisme. Il faut traiter les racines du problème, notamment la déstructuration des sociétés et les tensions sociales, ethniques, politiques et économiques. Les conflits locaux doivent être identifiés, étudiés, et une solution sur mesure doit leur être apportée. L'expérience nous montre que le rôle des femmes dans la prévention de l'extrémisme est souvent déterminant. Il faut avant tout offrir aux personnes susceptibles de se laisser séduire par les sirènes de l'extrémisme d'autres perspectives. Cela doit donc s'accompagner d'opportunités économiques et sociales pour les populations et d'une vision d'avenir pour transformer ce qui peut être un poison en remède.

Tout cela cadre évidemment dans les **objectifs de développement durable**, qui ont été adoptés par les Etats membres de l'ONU le 25 septembre dernier. Je souhaiterais en particulier faire référence au seizième objectif qui vise à promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques, l'accès de tous à la justice et des institutions efficaces. Pour la Belgique, la

paix et la sécurité sont en effet des conditions préalables nécessaires au développement. La violence armée, le terrorisme et l'insécurité ont un effet destructeur sur le développement social et économique d'un pays.

Les défis que vous avez évoqués hier et aujourd'hui sont globaux. La question des combattants venant des quatre coins du monde pour rejoindre les groupes terroristes en Syrie et en Irak nous le rappelle cruellement. Ces défis méritent dès lors notre engagement à tous. Ils reposent sur une bonne compréhension des problèmes et sur une action volontariste. Les résolutions des Nations Unies ont balisés notre action commune. La mise en œuvre de ce cadre nécessite dès lors notre engagement plein et entier.

Qui peut répondre à ces défis mieux que vous, honorables parlementaires euro-africains, à travers vos contacts directs avec la population que vous représentez ?

Je vous remercie de votre attention.